



## LETTRE OUVERTE A EMMANUEL MACRON

PARIS, LE 15 JUIN 2018

# POUR UNE VERITABLE ETUDE DES ALTERNATIVES A CIGEO

Monsieur le Président,

Le traitement des déchets nucléaires est un sujet majeur et complexe. D'autant plus quand il s'agit de déchets de haute activité à vie longue, qui concentrent 95% de la radioactivité produite depuis le début de l'ère nucléaire. Nous sommes conscients de la nécessité de prendre enfin à bras le corps la question de la gestion de ces déchets. Cette question essentielle aurait par ailleurs mérité de ne pas être mise sous le tapis pendant des décennies, dans le seul but de protéger l'image d'une filière dite « exemplaire » ... qui ne l'est finalement pas tant que ça, puisqu'elle est encore aujourd'hui incapable de traiter réellement ses déchets.

En France, le choix des gouvernements successifs et de la filière nucléaire ne s'est toujours porté que sur l'enfouissement profond. Par la loi de 2006, il a été décidé de préparer celui-ci à Bure, pour autant, à l'heure actuelle rien n'est définitivement acté.

Ce choix ne fait l'unanimité ni parmi les citoyens, ni parmi les élus. Ceux-ci ont bien du mal à se faire entendre dans ce que vous appelez « le cadre de dialogue que garantit l'ordre républicain ». L'opération d'évacuation du Bois Lejuc, menée le 22 février dernier, a été une illustration brutale et caricaturale de cet « ordre républicain ».

Le 7 mars dernier, le secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Transition Ecologique M. Sébastien Lecornu a annoncé la tenue d'un débat portant sur le Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR), entre septembre et décembre.

Nous nous interrogeons sur le périmètre et la portée de ce débat.

Un débat qui ne remettrait pas en cause l'opportunité de Cigéo, qui ne porterait que sur ses modalités de mise en œuvre, ne nous semble pas pertinent. La complexité et la gravité du sujet nécessite un débat sur la gestion de la totalité des déchets nucléaires, permettant un échange démocratique sur toutes les options possibles de gestion.

Nous pensons nécessaire de prendre appui sur les enseignements tirés du débat de 2005, qui avait mis au jour la nécessité d'analyser, pour chaque type de déchets, les alternatives, leurs points forts et leurs points faibles, ainsi que leur faisabilité. Ce débat avait mis en évidence la difficulté de la réversibilité dans un projet d'enfouissement en grande profondeur et fait émerger des propositions alternatives pouvant garantir cette réversibilité. Toutes ces conclusions ont été malheureusement rayées d'un trait de plume par la loi de 2006. Si cette loi évoque un enfouissement réversible à Bure, nous savons que rien n'y sera réversible. Pas plus qu'à Asse, en Allemagne, qu'au WIPP, aux Etats Unis, ou qu'à Stocamine, en Alsace.

Il nous paraît donc urgent de s'attaquer enfin à l'étude des alternatives pour gérer chaque type de déchets, ce qui ne pourra être achevé dans le cadre d'un débat de 3 mois. Ce débat pourrait néanmoins être l'occasion de déterminer les études à mettre en œuvre pour permettre un choix éclairé. La question des moyens financiers (crédits recherche, contribution de la filière, etc) et humains à déployer, de l'indépendance de l'expertise doit être également évoquée, pour éviter « les fausses études ». Il est grand temps que certains investissements dits « d'avenir » soient consacrés à l'examen de ces alternatives, plutôt qu'à la conception de nouveaux EPR ou d'autres projets à rebours de l'histoire (Iter, Astrid, etc.) qui engloutiraient des dizaines de milliards d'euros, ou encore au maintien du retraitement des combustibles usés à La Hague. Coûteux, inutile et polluant, celui-ci ne fait qu'accroître le stock de déchets radioactifs.

Pour être crédible, une telle démarche suppose un moratoire sur Cigéo.

Il est question de déchets qui resteront dangereux pendant 100 000 ans selon les estimations : se donner le temps de la réflexion est légitime. Céder au chant des sirènes de tous ceux qui tentent d'accélérer la mise en œuvre du projet, sans regarder en détail les aspects de sûreté du stockage sur lesquels l'ASN et l'IRSN sont plus que circonspects, ne répond en rien à la nécessité « d'assumer notre responsabilité dans la gestion des déchets à l'égard des générations futures », élément de langage récurrent. Car s'il ne faut pas laisser nos déchets aux générations futures, il ne faut pas non plus leur laisser un projet ingérable fait à l'économie, sans possibilité de retour. Ceci d'autant plus quand ces déchets ont une radioactivité équivalente à près de 100 fois celle dispersée par l'accident de Tchernobyl.

Monsieur le Président, vous êtes le garant de la santé et de la sécurité de la population. Vous êtes aussi le garant de la bonne gouvernance des projets que le pays souhaite mettre en œuvre. Cigéo ne remplit aucune de ces conditions. Il réunit au contraire tous les ingrédients d'un échec à court ou moyen terme.

Monsieur le Président, nous vous proposons d'ouvrir le débat sur de nouvelles perspectives, par l'étude de toutes les alternatives à l'enfouissement, certes moins rapides à mettre en œuvre mais susceptibles d'amener à terme un consensus citoyen autour des moins mauvaises options possibles de gestion de ces déchets. En outre, le déchet le plus facile à gérer étant celui qui n'existe pas, nous vous encourageons une nouvelle fois à tarir la source des déchets nucléaires au plus vite. Sans calendrier précis de fermeture programmée des centrales, il ne peut pas y avoir de débat serein sur la gestion des déchets nucléaires.

## **Organisations signataires**

ANV-COP21 / Agir pour l'environnement / Alsace Nature / Alternatiba / Amis de la décroissance Nancy / Amis de la Terre France / APPELS / ASODEDRA / Attac Vosges / Aube Durable / Bure Stop 55 / CEDRA / Champagne-Ardenne Nature Environnement / Collectif Alsace NDDL / Collectif Citoyen Normand 'Le nucléaire et ses déchets : non merci !' / Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs / CSFR (Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) / EODRA (Association des Elus de FRANCE Opposés à l'enfouissement des Déchets Radioactifs et favorables à un développement durable) / France Nature Environnement / France Nature Environnement Grand Est / Greenpeace / Les Bürs de Colmar / Les Habitants Vigilants de Gondrecourt / Meuse Nature Environnement / Mirabel – Lorraine Nature Environnement / MNLE Réseau Homme et Nature du Pas-de-Calais / Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) / MAN Nancy / Nature et Avenir / Réseau Action Climat France / Réseau Sortir du Nucléaire / Sortir du Nucléaire Bugey / Sortir du Nucléaire Trégor / Sortons du Nucléaire Moselle / Vosges Alternatives au Nucléaire / Vosges Nature Environnement.